

INTRODUCTION

Nicolas Renard - Directeur exécutif, Institut Veolia



Décarbonation de l'économie, prévention ou traitement des pollutions, recyclage des eaux usées et des déchets, lutte contre l'artificialisation des sols... le combat en faveur de la transformation écologique se joue sur de multiples fronts. Sans aucun doute, cette transformation s'apparente aux grandes révolutions industrielles qui ont rythmé la marche du progrès, telles que celles de la machine à vapeur ou de l'électricité.

Mais pourquoi avoir choisi le terme de transformation plutôt que celui de transition ? Parce qu'étant donné l'ampleur des défis environnementaux auxquels l'humanité est confrontée, les demi-mesures ne suffisent plus. Il faut aller vers une conversion profonde, radicale et généralisée de nos modes de production et de consommation, il faut adopter une démarche plus rapide, plus ambitieuse et plus volontaire qu'une simple transition. Une autre raison du recours au terme de transformation est que ce mouvement doit être substitution, remplacement, et non pas addition, à la différence des précédentes transitions énergétiques, lors desquelles le pétrole puis les renouvelables se sont ajoutés au charbon et à la biomasse comme sources d'énergie, mais sans les faire disparaître.

Les projections actuelles dessinent un futur sombre pour la biodiversité, les ressources naturelles, l'habitabilité de la planète... Quoiqu'il en soit, l'avenir sera d'autant plus inquiétant qu'on ne le préparera pas. La transformation écologique n'est donc pas une option. Elle a pour objectif de réduire les excès dont l'homme est à la fois le responsable et la victime : excès de prélèvements dans la nature, d'où la rareté ; excès de rejets dans l'environnement, d'où la pollution. Fort heureusement, beaucoup de solutions pour remédier à ces maux existent déjà. Reste à les déployer à large échelle et à inventer celles qui manquent.

Reste également à les financer, jusqu'à ce que des modèles économiques viables soient établis, car si l'on doit attendre que les technologies vertes deviennent compétitives pour les généraliser, on risque de patienter longtemps. En effet, la transition écologique nécessite des investissements colossaux. Elle provoquera l'obsolescence brutale de nombreux équipements et infrastructures, qu'il faudra remplacer avec de nouvelles technologies. Elle engendrera une forte hausse des prix, notamment ceux de l'énergie, au point que des économistes ont forgé le néologisme « *greenflation* » pour la décrire. Comment rendre l'addition supportable par ceux qui, en définitive, auront à la payer ?

La transformation écologique revisite de fond en comble les rapports qu'entretient notre société avec la nature

Reste aussi à rendre ces solutions socialement acceptables. C'est là que réside un des plus grands défis de la transformation écologique, car pour être acceptée, elle doit être juste et perçue comme telle. Or elle conduira à des bouleversements sociaux massifs. Prenons un exemple emblématique, celui de la sortie du charbon, la plus polluante des énergies fossiles. Les salariés de cette industrie sont plus de 70 000 aux Etats-Unis, plus de 100 000 en Pologne, plus de 200 000 en Allemagne... La plupart de ces emplois disparaîtront et il sera nécessaire de les compenser. Des secteurs tels que l'automobile, le pétrole, le gaz... perdront beaucoup d'emplois, d'autres en créeront beaucoup, par exemple les énergies renouvelables ou l'isolation des bâtiments. Mais il ne s'agira pas des mêmes emplois, ni des mêmes compétences, ni des mêmes lieux de travail. Se posera donc un problème majeur de requalification et de mobilité des salariés. Le pilotage social de la transformation écologique sera donc essentiel, pour compenser les pertes d'emplois et faciliter les reconversions professionnelles.

La transformation écologique revisite de fond en comble les rapports qu'entretient notre société avec la nature. Elle impose que nous modifions nos choix et nos comportements de citoyens, de consommateurs, de professionnels. Sommes-nous prêts à le faire ? Et quelles incitations concrètes convient-il d'instaurer pour nous y aider ? Chaque jour, par nos microdécisions quotidiennes, nous votons des dizaines de fois pour ou contre la transformation écologique. Pour qu'un maximum de personnes adopte des comportements bénéfiques pour l'environnement, il est indispensable de rendre ceux-ci le plus facile et le moins coûteux à suivre.

De leur côté, les entreprises doivent apprendre à penser leurs produits et services, non par rapport au seul marché, mais aussi par rapport à ce que les écosystèmes peuvent supporter en termes de prélèvements et accepter en termes de pollutions résiduelles. En parallèle, elles doivent créer une comptabilité multi-capital, prenant en compte à la fois le capital financier, le capital social et le capital naturel.

Comment rendre cette transformation écologique réalisable et acceptable, d'un point de vue social et économique ? C'est ce qu'explore ce nouveau numéro de la *Revue de l'Institut Veolia*, en conjuguant approches transversales et études de terrain, aussi bien dans les pays émergents que les pays développés. Il aborde des sujets variés tels que les emplois et la recomposition des secteurs d'activité, la gouvernance et le rôle des politiques publiques, la finance verte, la formation... À travers des contributions complémentaires, il nous aide à discerner les ferments du renouveau et nous introduit dans un autre monde, si nécessaire et si différent, si proche et si lointain.

